

Manifestation à Beyrouth pour raviver la cause des 17 000 disparus

Samedi, à Beyrouth, un rassemblement, suivi d'une visite de trois charniers, a eu lieu pour réclamer la vérité sur le sort des disparus et des victimes d'enlèvements durant la guerre civile.

OLJ / Par Baptiste DE CAZENOVE, le 19 novembre 2012 à 00h36

Elle s'appelle May. Ses mains fripées, parsemées de taches brunes, s'agrippent à une photographie : celle de son fils, Georges Haoui. Ce portrait sépia, terne, est l'image figée que May garde de ce jeune homme aux traits fins. « Je ne l'ai jamais revu. 29 ans que je ne sais rien de lui. Où est-il détenu ? En Syrie, en Israël, au Liban ? Aujourd'hui je vieillis, aurai-je jamais la chance de le revoir ? »

Samedi, assises sur le perron du musée national de Beyrouth, elles auraient toutes pu s'appeler May. Ou Leila, Nour, Fatmé ou encore Mahmoud... Tous ces hommes et toutes ces femmes, parents, frères, amis des 17 000 disparus et enlevés durant la guerre civile libanaise, sont en proie à une seule et même détresse : l'attente. En ce 17 novembre 2012, 30 ans jour pour jour après le premier appel à manifester lancé par Wadad Halwani, dont le mari a été kidnappé, May s'adresse une nouvelle fois aux Libanais. Avec elle, plus de 300 bénévoles, activistes et citoyens se sont réunis pour clamer et défendre le droit de ces familles à connaître la vérité. Là, certaines de ces mères ont laissé exploser leur colère et leur douleur. L'assemblée, muette d'émotion, écoutait.

Sensibiliser et engager

« Nous avons assez attendu, nous voulons savoir. » C'est sous ce mot d'ordre que l'association Act for the Disappeared a mené une intense campagne médiatique que cette journée est venue clore. « Pour sensibiliser

et engager les Libanais, mais aussi leur faire connaître les solutions », affirme sa directrice, Justine Di Mayo.

Une campagne qui a été réalisée avec le soutien de nombreux bénévoles et « présente à 360 degrés télévision, radio, affichage et surtout Internet, pour toucher les jeunes », ajoute Marc Chalhoub, de l'agence publicitaire Grey. « En quinze jours, nous avons reçu plus de 10 000 "j'aime" sur Facebook », se targue-t-il.

L'événement le plus marquant de cette journée aura été la visite de trois fosses communes, reconnues par l'État en l'an 2000. En silence, gravement, presque timidement, le cortège a poussé les grilles du cimetière des Martyrs, situé à Horch Beyrouth, à quelques pas de la ligne verte, ancienne ligne de démarcation entre l'est et l'ouest de la capitale. « Ici, quelque part sous ces tombes, se trouvent nos morts. Les autorités ne nous ont jamais dit où précisément. Avec la reconnaissance de ces charniers, elles nous envoient le message que tous nos proches sont morts, qu'il faut oublier. Mais quand bien même ce serait vrai, le travail commence maintenant : il faut protéger le site, exhumer les dépouilles, procéder aux identifications ADN et rendre ces morts à leurs familles », explique Wadad Halwani.

Avant de remonter dans les bus pour rejoindre les cimetières de Tahouita et de Mar Mitr, autres étapes de ce parcours commémoratif, une gerbe de fleurs blanches a été déposée. Hala Waked, avocate et membre fondatrice de Act for the Disappeared, commente : « Ces visites mettent le doigt sur le côté réel de ce drame. Désormais, les Libanais savent que ces fosses existent. À pas de fourmis, nous allons faire aboutir notre cause et enfin faire bouger les politiques. » Ces derniers ont des raisons pour expliquer leur résilience : « Tous les partis et toutes les parties sont impliqués dans ces disparitions. Tous ont peur », explique-t-elle.

À l'heure actuelle, aucune mesure concrète n'a encore été adoptée par les autorités. Néanmoins, les associations Act for the Disappeared, Solide (Soutien aux Libanais en détention et en exil) et le Comité des parents de disparus et kidnappés au Liban espèrent que leur projet de loi, visant à la création d'une commission nationale pour enquêter sur ces disparitions, sera adopté prochainement par le Parlement.

Le rôle des jeunes

Autre espoir : que les jeunes s'engagent ! « Trente ans après, la jeunesse libanaise doit prendre ses responsabilités. Il faut qu'elle se saisisse du dossier et prenne le relais », souligne Wadad Halwani. Si cette campagne a permis d'en sensibiliser un grand nombre – certains ont été choqués par ce qu'ils découvraient ce samedi –, d'autres demeuraient sceptiques.

« La jeune génération, celle qui n'a pas vécu la guerre, n'a aucun intérêt pour ces questions. Elle vit déconnectée de ces réalités. On ne peut pas la blâmer, nous ne recevons aucune information. Les livres d'histoire sont vides », explique Ibrahim, étudiant à l'AUB, qui se dit néanmoins prêt à assumer la relève.

En fin de journée, le convoi s'est rendu au lieu du sit-in des familles des Libanais détenus en Syrie ; des familles qui campent depuis 2005 devant le bâtiment de l'Escwa au centre-ville de Beyrouth. Elles attendent que des mesures sérieuses soient prises par le gouvernement pour la libération des quelque 600 détenus dans les prisons syriennes. Autour de la chaleur d'un repas, les participants ont rendu un dernier hommage aux disparus et victimes d'enlèvements.